

BUREAU de la LIQUIDATION
DOCUMENTS
DO IEE
N° 18101

Documentation.

241422/2

(1939 - 1942)

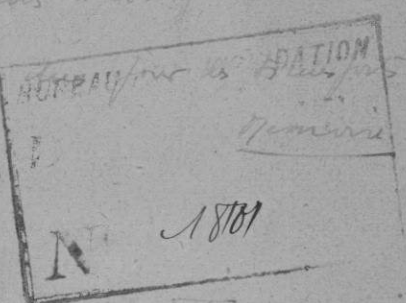
Dispositions à appliquer en vue de la facturation
des dépenses pour prestations de fournitures faites à
l'autorité militaire française.

4564. Constatation provisoire d'un acompte
à valoir sur le prix de transports de l'armée d'occupation
lien

18101

4557 Sommes dues à la S.N.C.F. au titre de transport
X commerciale pour les matériels d'occupation.

4564bis Complément des frais
X de l'armée d'occupation



actuel page 70.

4955 Decomptes établis au titre des prestations fournies
et des travaux exécutés à la demande des autorités
d'occupation 527.

4955 bis Complément des prestations fournies et des
travaux exécutés à la demande des autorités d'occupation
lien (Mémoire)

4955 bis Sommes dues au titre de l'utilisation, sur l'ordre
des autorités d'occupation, de matériel instauré et
conservé en dehors du cadre S.N.C.F.
(Mémoire)

Passif page 70

après 4949

4956 bis Contrerabais du complément des frais
X dus pour les transports de l'armée d'occupation
lien

après 4954

4955

4956 Contrôles de comptes établis au titre des
prestations fournies et des travaux exécutés à la demande
des autorités d'occupation 527

4956 bis Contrôles du complément des prestations
fournies et des travaux exécutés à la demande
des autorités d'occupation (Mémor.)

4956 quater Contrôles des formes dues au titre
de l'utilisation, sur l'ordre des autorités d'occupa-
tion, de matériel moteur et roulant, en dehors
des lignes S.R.C.F. (Mémor.)

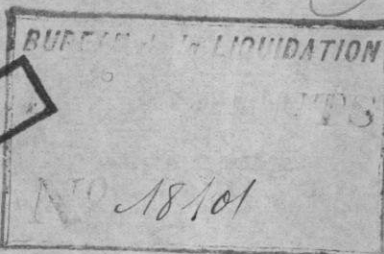
S.N.C.F.

Service central des
INSTALLATIONS FIXES

Vtv 91410-17.

5

COPIE



3 AOUT 1941

LZ

Monsieur le Chef du Service
de la Voie et des Bâtiments
REGION

(Toutes Régions)

A la suite de la réunion du 16 Avril 1941 des Représentants des Services V.B., j'avais décidé que vous détermineriez, d'après les états de solde des mois de Juin et Juillet, les nouveaux salaires moyens du personnel des différentes rubriques de l'Etat PAM (lettre Vtv 82 000-1/15 du 5 Juin 1941).

En vous demandant vos propositions pour le budget de 1942, par lettre Vtv 91 410-17/2 du 20 Juillet dernier, je vous demandais de tabler sur les salaires de base déduits des résultats des relevés de Juin, puis retouchés, s'il y a lieu, au vu des résultats de ceux de Juillet.

Or, les modalités d'application des récentes mesures de relèvement de la rémunération sont telles que le résultat brut des relevés de salaires de Juin et Juillet risquent d'être assez différent de celui d'un mois normal, en raison notamment des rappels dus au déclenchement vertical des échelons, à l'application différé des nouveaux taux d'indemnité de résidence, etc...

Aussi conviendra-t-il de bien faire la distinction entre les éléments permanents qui entrent dans la composition du salaire d'un mois normal et les éléments exceptionnels qui doivent en être exclus.

Je vous demanderais donc d'ajouter au détail des dépenses une ligne supplémentaire consacrée à ces éléments de rémunération exceptionnels.

Au surplus, il conviendra d'examiner avec soin quelles sont les modalités d'application du relèvement des éléments de rémunération permanents, afin de faire, s'il y a lieu, les corrections que rendront nécessaires certains retards.

....

Je vous ai demandé, d'autre part, par même lettre du 20 Juillet, de compter dans le budget du Chapitre IV les charges patronales pour les dépenses de reconstruction et la totalité des frais généraux pour l'article 47.

Il résulte d'instructions récentes du Service du Budget et des Services Financiers : qu'il conviendra de faire ressortir le montant des frais généraux et des charges patronales que vous compterez dans le Chapitre IV.

Etant entendu que :

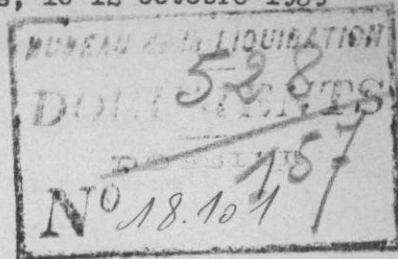
- les dépenses de personnel imputées aux articles 32 à 47 du Chapitre IV du Compte d'Exploitation doivent comprendre les charges patronales, dont le crédit est porté à l'article 17 du Chapitre Ier ;

- toutes les dépenses imputées à l'article 47 (Prestations) doivent comprendre également les frais généraux qui feront l'objet de prises de crédit comme dans le cas de travaux exécutés pour des tiers, les Services Financiers se chargeant de régulariser en fin d'année le compte des frais généraux se rapportant aux articles 32 à 46 de la nomenclature de guerre.

LE DIRECTEUR

Signé : PORCHEZ

Bureau des Revenus et Liquidation
Paris, le 12 octobre 1939



AVIS - COMPTABILITE

TRANSPORTS MILITAIRES

I - Rappel aux gares des prescriptions de l'Instruction Générale "Service spécial" Série Commerciale et Série Services Financiers - Gares n° 1 du 15 avril 1939.

L'attention des gares est appelée sur ce fait que le Service S.N.C.F. de la Liquidation des Transports ne peut facturer aux différents Ministères intéressés que les seuls transports militaires pour lesquels ce Service est en possession d'un titre de transport régulier. De même, les factures présentées en liquidation doivent être établies en conformité des indications figurant sur chaque titre de transport. Il s'ensuit que, pour tous les transports exécutés sans avoir donné lieu à remise d'un bon de chemin de fer ou d'une lettre de voiture administrative (ou d'une pièce en tenant lieu), ou pour lesquels les renseignements figurant sur ces pièces sont erronés (composition du transport supérieure à celle indiquée, itinéraire détourné non mentionné, etc ...), la S.N.C.F. ne reçoit aucune rémunération (1^{er} cas) ou reçoit une rémunération inférieure à celle effectivement due (2^e cas).

En vue d'éviter le préjudice qu'un tel état de choses occasionnerait à la S.N.C.F., il est expressément recommandé aux gares de se conformer strictement aux instructions qu'elles possèdent et notamment à celles rappelées ci-dessous :

- tous les transports effectués sur un ordre de l'Autorité Militaire doivent donner lieu à l'établissement d'un titre de transport (bon de chemin de fer, lettre de voiture administrative (ou pièce en tenant lieu); le cas échéant, les gares appliquent les dispositions prévues à la page 12 de l'Instruction Générale précitée;

- toutes les mutations survenues en cours de route doivent être mentionnées sur les écritures et certifiées contradictoirement par l'Autorité Militaire qui a

ordonné la modification ainsi que par le Chef de gare du lieu où elle se produit;

- les divers frais résultant de prestations assurées par le chemin de fer à l'occasion de transports militaires (pesage, location d'appareils de levage, stationnement, fourniture et envoi de matériel sur embranchements, etc ...) doivent être inscrits sur le bon de chemin de fer ou la lettre de voiture administrative (ou toute pièce en tenant lieu). Ces frais sont comptabilisés, tant au départ qu'à l'arrivée, dans les mêmes conditions que les frais correspondants des transports commerciaux;

- lorsqu'un même titre de transport comporte deux destinations, les dispositions à observer sont celles prévues à la page 10 de l'Instruction susvisée pour les transports scindés en cours de route;

- le destinataire du transport ou son Représentant doit, dans tous les cas, donner décharge au moment de la livraison, à l'emplacement réservé à cet effet sur le bon de chemin de fer ou sur la lettre de voiture administrative;

- si un bon de chemin de fer ou une lettre de voiture administrative fait défaut à l'arrivée, la gare destinataire doit, à l'aide des renseignements en sa possession, en établir un duplicata sur une feuille d'expédition qu'elle fait certifier par l'Autorité Militaire intéressée, et sur lequel elle se fait donner décharge à la livraison.

II - Statistique hebdomadaire des recettes.

Aux termes de l'Instruction Générale n° 1 précitée (page 8), les gares doivent calculer les taxes, même en ce qui concerne les transports remis avec bon de chemin de fer.

Or, il a été constaté que cette prescription n'est pas observée. Il s'ensuit que les gares ne comprennent pas ces taxes sur le relevé CC 530 spécial aux transports de la Défense Nationale, ce qui a notamment pour conséquence de fausser la publication des recettes hebdomadaires.

Les gares sont invitées à mettre fin à cette malfaçon.

III - Statistiques des transports de la Guerre.

Pour permettre l'établissement des statistiques des transports de la Guerre, il est indispensable que tous les renseignements utiles (n° de code de la marchandise, distance, éléments de taxation, etc ...) soient indiqués soigneusement sur les écritures des transports administratifs, dans les mêmes conditions que pour les transports commerciaux.

Les gares doivent notamment apposer sur ces écritures leur timbre de codification. Il est précisé que ce timbre doit être reproduit non seulement sur la feuille d'expédition, mais sur la facture de transport comprise dans les groupes d'écritures.

IV - Bons de chemin de fer 127 (Transports des unités constituées) et 127 bis (Transports des détachements et des isolés).

L'Instruction Générale n° 1 visée ci-dessus prévoit (page 7) qu'il doit être établi par l'Autorité Militaire :

- pour les transports de militaires ou marins voyageant en unités constituées, un bon de chemin de fer portant en tête la mention "Unité constituée" (modèle 127 de la Nomenclature);

- pour les transports de militaires ou marins voyageant soit en détachement, soit isolément, un bon de chemin de fer portant en tête la mention "Détachement" (modèle 127 bis de la Nomenclature).

Il peut se faire que certains Corps soient démunis momentanément de bons modèle 127 ou 127 bis. Ils utilisent, dans ce cas, soit des bons du modèle ancien, soit des bons 127 au lieu de bons 127 bis ou inversement, soit même des ordres manuscrits.

Les gares prendront note que, quelle que soit la pièce remise, l'Autorité

Militaire qui établit cette pièce doit toujours y porter, en tête, l'une des mentions "Unité constituée" ou "Détachement", selon le cas.

Les gares doivent refuser tout bon (ou pièce en tenant lieu) non revêtu de l'une de ces mentions; elles doivent, par ailleurs, s'assurer que la mention portée sur les bons qui leur sont remis correspond bien aux définitions des Unités constituées et des Détachements qui figurent dans l'Instruction Générale - Série Commerciale, Sous-Série Voyageurs n° 10, Sous-Série Marchandises n° 9, Série Services Financiers - Gares n° 18 du 1^{er} septembre 1939.

Il est rappelé que les transports remis avec bons C 2 visés au renvoi 1, page 7, de l'Instruction Générale "Service spécial" Service Commercial et Services Financiers - Gares n° 1, ne donnent pas lieu à l'établissement d'une piqure CC 376.

En marge de l'Instruction "Service spécial" Série Commerciale et Série Services Financiers - Gares n° 1 du 15 avril 1939, les gares porteront à la plume la mention "Voir Avis - Comptabilité du 12 octobre 1939".

Le Chef des Subdivisions
de la Comptabilité et du Contrôle des Recettes,

DUSSOL.

S.N.C.F.

Services Financiers

F^c IGC N° 802-41

Paris le 26 Janvier 1942

DOCUMENTS

DOSSIER

N° 18601

M... les Directeurs de l'Exploitation
des Régions

J'ai l'honneur de vous faire savoir qu'à la suite d'une intervention faite, sur notre demande, par M. le Secrétaire d'Etat aux Communications, M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Guerre a bien voulu décider que les décomptes, mémoires ou factures, établis par la S.N.C.F. en vue du remboursement des prestations ou fournitures qu'elle a faites à l'Autorité Militaire Française, seront affranchis de la formalité du timbre de dimension.

Les décomptes, mémoires ou factures considérés devront porter la mention suivante : "Exempté de timbre en application de l'article 137 bis § 2 de l'Instruction du 30 juillet 1903 relative aux travaux exécutés dans un intérêt de défense nationale".

1 pièce

Ci-joint copie de la Dépêche Ministérielle du 28 octobre 1941, dans laquelle sont précisées d'autres dispositions prises en faveur de la S.N.C.F. en vue de simplifier la présentation de ses titres de créances sur l'Administration militaire.

J'attire votre attention sur le fait que les facilités ainsi accordées à la S.N.C.F. ne sont actuellement valables que pour les prestations ou fournitures faites pour le compte du Département de la Guerre.

Des démarches sont faites pour obtenir que la S.N.C.F. bénéficie des mêmes facilités pour le remboursement de ses créances sur les Secrétariats d'Etat à la Marine, à l'Aviation et, en ce qui concerne la liquidation des marchés d'armement, à la Production Industrielle.

Je vous prie de donner dès maintenant les instructions utiles à vos Services en ce qui concerne les prestations faites à l'Administration de la Guerre.

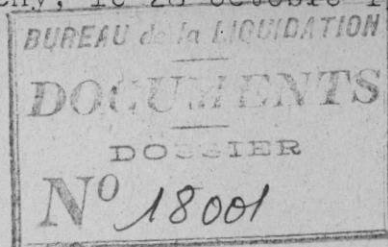
Le Directeur des Services Financiers,

Quacher

Copie à M... les Directeurs des Services H, T, V.

M... les Chefs des Subdivisions de Comptabilité
des Régions.

Vichy, le 28 octobre 1941



Formalités à remplir par la
S.N.C.F. pour obtenir
certains remboursements de
l'autorité militaire

LE GENERAL D'ARMEE, COMMANDANT EN CHEF LES FORCES
TERRESTRES, MINISTRE SECRETAIRE D'ETAT A LA
GUERRE

à Monsieur le SECRETAIRE d'ETAT aux COMMUNICATIONS (Direction
générale des Transports - Service Economique - 1er Bureau
PARIS)

Par lettre en date du 11 août 1941, vous avez bien voulu me signaler les difficultés que rencontre la S.N.C.F. pour obtenir le remboursement de certaines fournitures ou prestations qui ont été faites par elle à l'autorité militaire.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'après un examen attentif du dossier, j'ai décidé :

1^o) que, par application des dispositions de l'art. 137 bis, parag. 2 de l'Instruction du 30 juillet 1903 pour l'application des dispositions du Règlement du 3 avril 1869 (B.O.E.M. volume 24) les décomptes, mémoires ou factures établis par la S.N.C.F. en vue du remboursement des dépenses dont il s'agit, seront affranchis de la formalité du timbre de dimension.

Cette exemption ne s'applique pas aux décomptes, mémoires ou factures établis par les entrepreneurs avec lesquels la S.N.C.F. aurait passé des contrats pour l'exécution des travaux ou prestations visés ci-dessus, dans le cas où les originaux de ces documents seraient mis à l'appui de ses propres titres de créance.

2^o) que la S.N.C.F. sera dispensée de produire comme pièces justificatives, au soutien de ses titres de créance, les originaux des décomptes, mémoires ou factures des entrepreneurs ou fournisseurs auxquels elle a eu recours pour l'exécution des travaux ou fournitures. Seul un duplicata de ces pièces devra être fourni, étant observé que ce document pourra récapituler plusieurs factures ou mémoires d'un même entrepreneur ou fournisseur, et qu'il devra être certifié conforme par la personne habilitée à signer valablement pour la S.N.C.F. les titres de créance présentés au paiement.

Ces pièces justificatives sont en effet d'autant plus nécessaires que dans la plupart des cas les dépenses visant le remboursement des paiements faits à des tiers par la S.N.C.F. sont facturées globalement sans aucun détail des travaux exécutés ou des fournitures assurées.

3°) qu'aucune déclaration sur l'honneur ne sera exigée de la S.N.C.F. qui devra seulement apposer sur les titres de créance une mention libellée comme suit : "La S.N.C.F. certifie que le service a été effectué et qu'il n'a pas été et ne sera pas établi d'autre facture tendant à obtenir la liquidation et le payement de la somme réclamée à l'Administration de la Guerre".

Toutes instructions utiles sont données aux services intéressés en vue de la stricte application des mesures ci-dessus que je vous demande de vouloir bien porter à la connaissance de la Société Nationale des Chemins de fer Français.

Le Conseiller d'Etat,
Directeur général de l'Administration de la Guerre
et du Contrôle,

Signé : Illisible.